A-21-81

A-21-81

J. Dumas (Applicant)

Public Service Staff Relations Board and J. F. W. Weatherill (Respondents)

and

ν.

The Queen for the Treasury Board, represented by the Attorney General of Canada (Mis-en-cause)

Court of Appeal, Pratte and Marceau JJ. and ^c Cour d'appel, les juges Pratte et Marceau et le Hyde D.J.—Montreal, May 14, 1981.

Judicial review — Labour relations — Application to review and set aside decision of Adjudicator — Whether the terms "overtime" and "hours worked" in a collective agreement are synonymous — Federal Court Act, R.S.C. 1970 (2nd Supp.), c. 10, s. 28.

APPLICATION for judicial review.

COUNSEL:

Paul Lesage for applicant. Robert Lee for mis-en-cause.

SOLICITORS:

Trudel, Nadeau, Lesage, Cleary & Ménard, Montreal, for applicant.

Deputy Attorney General of Canada for g mis-en-cause.

The following is the English version of the reasons for judgment of the Court delivered orally honcés en français à l'audience par bv

PRATTE J.: Although we are not in agreement with the reasons given by Mr. Weatherill in support of his decision, we nonetheless consider that : the decision is correct.

Applicant's entire argument was based on the premise that the phrases "heures supplémentaires" ("overtime") and "heures travaillées" ("hours worked") in subparagraph 15.01(a)(i) of the collective agreement applicable in the case at J. Dumas (Requérant)

c.

La Commission des relations de travail dans la Fonction publique et J. F. W. Weatherill (Intimés)

et

La Reine pour le Conseil du Trésor représentée par le procureur général du Canada (Mise-encause)

juge suppléant Hyde—Montréal, 14 mai 1981.

Examen judiciaire - Relations du travail - Requête d'examen et d'annulation d'une décision rendue par un arbitre — Il échet d'examiner si les expressions «heures supplémentaires» et «heures travaillées» dans une convention collective sont utilisées comme synonymes — Loi sur la Cour fédérale. S.R.C. 1970 (2e Supp.), c. 10, art. 28.

REQUÊTE d'examen judiciaire.

AVOCATS:

f

Paul Lesage pour le requérant. Robert Lee pour la mise-en-cause.

PROCUREURS:

Trudel, Nadeau, Lesage, Cleary & Ménard, Montréal, pour le requérant.

Le sous-procureur général du Canada pour la mise-en-cause.

Voici les motifs du jugement de la Cour pro-

LE JUGE PRATTE: Malgré que nous ne soyons pas d'accord avec les motifs donnés par monsieur Weatherill à l'appui de sa décision, nous croyons tous que cette décision est néanmoins bien fondée.

Toute l'argumentation du requérant est basée sur la prémisse que les expressions «heures supplémentaires» et «heures travaillées» dans le sous-alinéa 15.01a)i) de la convention collective applicable en l'espèce ne sont pas utilisées comme synonymes. bar are not used as synonyms. In the opinion of the Court this premise is incorrect. As the English version of this clause makes clear, these phrases are used in the same sense: they all refer to hours of overtime.

For these reasons the application will be dismissed.

Cette prémisse nous paraît erronée. Comme le manifeste la version anglaise de cet article, ces expressions sont utilisées dans le même sens: elles désignent toutes des heures de travail supplémentaires.

Pour ces motifs, la requête sera rejetée.